



SERVICES PUBLICS LOCAUX  
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES E-COMMUNICATIONS

# Evolution du contrôle tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre pour les années 2022 et 2023

**Contribution à consultation publique de l'ARCEP**

4 avril 2022

Fédération nationale des collectivités concédantes et régies

20 boulevard de Latour-Maubourg - 75007 PARIS Cedex - Tél. 01 40 62 16 40 - [fnccr@fnccr.asso.fr](mailto:fnccr@fnccr.asso.fr) - [www.fnccr.asso.fr](http://www.fnccr.asso.fr)



La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) est une association de collectivités territoriales spécialisées dans les services publics locaux en réseau :

- Energie : distribution publique d'électricité, de gaz, de chaleur, maîtrise de la demande d'énergie, énergies renouvelables, stations de charge de véhicules électriques et gaz
- Cycle de l'eau : distribution d'eau potable, assainissement des eaux usées, assainissement non collectif, GEMAPI...
- Numérique : communications électroniques à haut et très haut débit, mutualisation informatique et e-administration, gestion publique des données d'intérêt général, cité intelligente et territoires connectés ;
- Déchets : gestion et valorisation des déchets (biométhane...) ;
- Eclairage public : éclairage public innovant et respectueux de l'environnement, certificats d'économie d'énergie, achat groupé d'électricité, ...

Créée en 1934, la FNCCR est une association réunissant élus et parlementaires attachés à l'organisation de services publics. Organisme représentatif et diversifié, elle regroupe à la fois des collectivités qui délèguent les services publics à des entreprises et d'autres qui gèrent elles-mêmes ces services publics (régies, SEM, coopératives d'usagers, ...).

La FNCCR regroupe des collectivités locales impliquées dans le déploiement de réseaux d'initiative publique (RIP) visant à garantir un accès à très haut débit dans leur territoire. Elle œuvre pour la rationalisation des dépenses nécessaires au développement de ces réseaux, pour l'essentiel en fibre optique. Elle appuie la mutualisation des travaux de génie civil notamment en lien avec d'autres services publics locaux (eau, énergie, ...). Elle milite pour la mise en œuvre de systèmes de péréquation à l'échelon national, permettant d'accélérer l'arrivée du très haut débit.

La FNCCR est présente dans de nombreux organismes techniques nationaux à caractère décisionnel ou consultatif. La FNCCR assure une veille législative, juridique et techno-économique. **La FNCCR élabore et met à jour régulièrement des modèles de documents et de guides thématiques au service des collectivités.**

Plus d'informations, se référer au site : [www.fnccr.asso.fr](http://www.fnccr.asso.fr)

# INCITER A LA MIGRATION VERS LA FIBRE

Dans ses réponses aux précédentes consultations de l'Autorité, la FNCCR rappelait que la migration des abonnés du cuivre vers le FttH devait être incitée par un tarif réévalué du dégroupage cuivre. Il en va, en premier lieu, de l'équilibre économique des réseaux THD et, en second lieu, de la facilitation du décommissionnement du cuivre dans le calendrier avancé par Orange.

Comme précédemment, la FNCCR reste aussi convaincue que la migration rapide n'est pas qu'une affaire de régulation tarifaire adaptée, mais surtout de volonté politique des élus et d'une politique commerciale offensive des opérateurs de détail.

C'est dans ce contexte qu'Orange a transmis par courrier du 31 janvier 2022 à l'Arcep un projet de plan de fermeture de son réseau de boucle locale cuivre. A défaut d'une inscription dans la loi ou d'une réglementation afférente, la fermeture du réseau cuivre fait l'objet **d'un plan**, de modalités de principe et d'un calendrier global.

## UN PLAN DE FERMETURE DU CUIVRE

Conformément à la décision 2020-1493 du 16 décembre 2020 de l'Autorité, le tarif régulé (orienté vers les coûts) du dégroupage de la boucle locale cuivre a été réévalué à compter du 1er janvier 2021.

La FNCCR avait alors émis un avis favorable à la réévaluation envisagée, (9,65 EUR HT / ligne de dégroupage total, pour prendre l'exemple du segment le plus représentatif), qui s'inscrivait dans la continuité des réévaluations depuis 2015. Avec la majoration des FAS, la tarification du dégroupage total projetée est apparue **incitative en faveur du basculement vers la fibre**.

Toujours conformément à sa décision 2020-1493, l'Autorité estimait pertinent, dans un objectif d'incitation vis-à-vis d'Orange, que le niveau du tarif puisse être ajusté à la hausse, y compris au cours du cycle 2021-2023, en cas de présentation concrète par Orange d'un plan de fermeture du réseau cuivre et en fonction des garanties qu'il présenterait quant à la rapidité de la transition entre cuivre et fibre.

Ce plan de fermeture du réseau cuivre d'Orange est actuellement présenté. Il comprend deux principales étapes, la fermeture commerciale puis la fermeture technique, qu'Orange prévoit de mettre en œuvre **de façon échelonnée sur différentes zones** du territoire national.

La fermeture technique correspond à l'interruption définitive des produits et services existants sur le réseau de boucle locale cuivre. La fermeture commerciale est une étape qu'Orange peut mettre en œuvre préalablement à la fermeture technique, et correspond à l'arrêt par Orange de la commercialisation de nouveaux accès à sa boucle locale cuivre, que ce soit sur le marché de gros ou le marché de détail, qu'il s'agisse de la construction de nouveaux accès ou du transfert d'accès existants. **L'acquisition de clients sur le réseau cuivre est ainsi gelée pour tous les opérateurs commerciaux.**

## UN TARIF TOUJOURS PLUS INCITATIF

En 2020, l'opérateur historique avait réclamé en vain une réévaluation plus marquée du tarif du dégroupage total, (> 11 EUR HT par ligne), aux motifs (1) de la déformation du parc DSL (baisse du nombre de clients, coût du maintien en condition opérationnelle dans les zones rurales) et (2) du coût et de la rapidité du décommissionnement du cuivre.

L'ARCEP propose d'alléger la régulation de ce tarif c'est-à-dire de relever le plafond du tarif orienté vers les coûts pour les accès ayant fait l'objet d'une fermeture commerciale, cependant, sous deux conditions :

- une obligation de non-excessivité ;
- sans discrimination géographique.

La FNCCR comprend que la réévaluation envisagée pourrait se rapprocher des vues exprimées par l'opérateur historique il y a deux ans. Mais elle considère, dans ces conditions, que la valeur de plus de 11 EUR HT /ligne pour le dégroupage (total) envisagée n'aurait pas de sens dans l'immédiat mais plus tardivement, à partir de 2024 et plus logiquement à partir de 2026, début de la phase de fermeture.

La FNCCR propose donc que la décision 2020-1493 reste en vigueur telle quelle pour les années 2022 et 2023.

A partir du premier janvier 2024, en pleine phase de transition, l'allègement du remède tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre pourrait commencer à être appliqué.

La FNCCR se range à l'hypothèse du second schéma (cf. point 3.1) de progression tarifaire, à savoir : une progression lissée sur un certain nombre n d'années, à compter de 2024 (donc, n de l'ordre de 7 années).

Le quantum de hausse pourrait être exprimé en pourcentage (peut-être 1%). La FNCCR estime que ce serait suffisant pour ménager la non-excessivité voulue.

Par ailleurs, la FNCCR n'imagine pas que les nouveaux tarifs soient géographiquement différenciés, en raison de la complexité de la mise en œuvre opérationnelle (plaques de communes, zone fibrée ou RIP, zone d'initiative privée, délai de prévenance).

Enfin, la FNCCR émet le vœu que les opérateurs absorbent la hausse sans répercussion sur les prix de vente au détail et que ce soient donc eux, les opérateurs, les moteurs de la migration de leur clientèle vers la fibre.

\*\*\*